



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 09 - MAI 2020

PUBLIÉ LE 15 MAI 2020

PREFECTURE
- CABINET/SIDPC

SOMMAIRE

PREFECTURE

CABINET/SIDPC

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-05-15-01 portant autorisation d'accès au lac de la Cavayère sis sur les communes de CARCASSONNE et de MONTIRAT.....	1
Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-05-15-02 portant autorisation d'accès au lac de Buzerens sis sur la commune de BRAM.....	3
Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-05-15-03 autorisant l'accès à certaines plages, étangs et plans d'eau du département de l'Aude.....	5

Préfecture
Cabinet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et de protection civiles

**Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-05-15-01
portant autorisation d'accès au lac de la Cavayère
sis les communes de CARCASSONNE et de MONTIRAT**

La préfète de l'Aude
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude ;

Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du Covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'urgence sanitaire ;

Vu la demande du maire de la commune de Carcassonne pour la réouverture du plan d'eau La Cavayère en date du 11 mai 2020

Considérant la propagation de l'épidémie du COVID19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020, du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets.

Considérant que le département de l'Aude fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 décret du 11 mai 2020 susvisé ;

Considérant que l'accès au lac de la Cavayère est compatible avec la pratique d'une activité individuelle de loisir ou sportive ;

Considérant la garantie par le gestionnaire et le maire de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrière » définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes.

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet,

ARRÊTE

Article 1

L'accès au plan d'eau la Cavayère est autorisé à titre dérogatoire, sous réserve du respect des mesures prévues par le gestionnaire.

La pratique des activités individuelles de loisir ou sportives y est autorisée, sauf les activités nautiques qui doivent faire l'objet d'une demande particulière à la préfecture de l'Aude assorties de l'avis du maire ;

La vente et la consommation d'alcool sont interdites ;

Cette autorisation dérogatoire peut être révoquée à tout moment par l'autorité préfectorale, notamment en absences des mesures prévues à l'article 2.

Article 2

La plage située sur le domaine de la commune de Montirat est interdite.

Article 3

Le gestionnaire du plan d'eau, en lien avec les maires de Carcassonne et de Montirat s'engagent à mettre en place tous moyens et contrôle permettant de garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières » en vue d'assurer un espacement suffisant des promeneurs et autres utilisateurs et de prévenir tout regroupement de plus de dix personnes.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet de la préfète de l'Aude, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aude et les maires de Carcassonne et de Montirat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Carcassonne, le 15 mai 2020

La préfète,
Sophie ELIZEON



Préfecture
Cabinet
Direction des sécurités
Service interministériel de défense
et de protection civiles

**Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-05-15-02
portant autorisation d'accès au lac de Buzerens sis commune de BRAM**

La préfète de l'Aude
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Aude ;

Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du Covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'urgence sanitaire ;

Vu la demande du maire de la commune de Bram pour la réouverture du plan d'eau communal de Buzerens en date du 15 mai 2020 ;

Considérant la propagation de l'épidémie du COVID19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020, du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets.

Considérant que le département de l'Aude fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 décret du 11 mai 2020 susvisé ;

Considérant que l'accès au lac de Buzerens est compatible avec la pratique d'une activité individuelle de loisir ou sportive ;

Considérant la garantie par le gestionnaire et le maire de la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature, d'une part, à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrière » définies au niveau national et, d'autre part, l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes.

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet,

ARRÊTE

Article 1

L'accès au plan d'eau de Buzerens est autorisé à titre dérogatoire, sous réserve du respect des mesures prévues par le gestionnaire.

La pratique des activités individuelles de loisir ou sportives y est autorisée, sauf les activités nautiques qui doivent faire l'objet d'une demande particulière à la préfecture de l'Aude assorties de l'avis du maire ;

La vente et la consommation d'alcool sont interdites ;

Cette autorisation dérogatoire peut être révoquée à tout moment par l'autorité préfectorale, notamment en absences des mesures prévues à l'article 2.

Article 2

Le gestionnaire du plan d'eau, en lien avec le maire de Bram s'engage à mettre en place tous moyens et contrôle permettant de garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières » en vue d'assurer un espacement suffisant des promeneurs et autres utilisateurs et de prévenir tout regroupement de plus de dix personnes.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet de la préfète de l'Aude, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aude et le maire de Bram, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Carcassonne, le 15 mai 2020

La préfète
Sophie JEZEON





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE L'AUDE

Sous-préfecture de Narbonne
Secrétaire générale
04.68.90.33.70
delphine.jalabert@aude.gouv.fr

Arrêté préfectoral n° **SIDPC-2020-05-15-03**
autorisant l'accès à certaines plages, étangs et plans d'eau du département de l'Aude

La Préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-15 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment le 3° de l'article L2215-1 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid19 ;

Vu la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ÉLIZÉON Sophie en qualité de préfète de l'Aude ;

Vu la proposition du maire de Narbonne en date du 7 mai 2020 ;

Vu la proposition du maire de Leucate en date du 10 mai 2020 ;

Vu le décret n°2020-548 du 11 mai 2020, notamment ses articles 1^{er}, 2, 7 et 9 ;

Vu la proposition du maire de Fleury d'Aude en date du 12 mai 2020 ;

Vu la proposition du maire de Gruissan en date du 13 mai 2020 ;

Vu la proposition du maire de La Palme en date du 13 mai 2020 ;

Vu la proposition du maire de Port la Nouvelle en date du 13 mai 2020 ;

Vu la proposition de la maire de Bages en date du 15 mai 2020 ;

Considérant la propagation de l'épidémie du covid-19 sur l'ensemble du territoire national ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, depuis le 23 mars 2020 et sa prorogation par la loi du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020 ; du fait de sa prévalence dans la population, de sa contagiosité et de la gravité de ses effets ;

52 rue Jean Bringer - CS 20001 - 11836 CARCASSONNE CEDEX 9

Téléphone : 04.68.10.27.00 – Télécopie : 04.68.72.32.98

Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi : 8h30/12h – 13h30/16h et le vendredi de 8h30/12h – 13h30/15h

Site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.gouv.fr/> - Facebook : <http://www.facebook.com/pages/>

Considérant que si les mesures de confinement, imposées par le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 jusqu'au 11 mai 2020, ont été allégées par l'effet du décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux étangs demeure interdit sur l'ensemble du territoire, en application des dispositions de l'article 9 de ce décret ;

Considérant toutefois, en application de ces mêmes dispositions, que le préfet de département peut, sur proposition du maire, autoriser l'accès aux plages, aux plans d'eau et aux étangs ainsi que les activités nautiques et de plaisance, si sont mis en place les modalités et les contrôles de nature à garantir le respect des dispositions des articles 1^{er} et 7 du décret ;

Considérant que le département de l'Aude fait l'objet, eu égard à sa situation sanitaire, d'un classement en zone verte en application de l'article 2 du décret du 11 mai 2020 susvisé ; que les maires des communes mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté ont transmis une proposition de réouverture des plages, plans d'eau et étangs situés sur leurs territoires ; que les mesures d'organisation et de contrôles auxquelles ils se sont engagés sont de nature à garantir le respect des gestes barrières définis à l'article 1^{er} du décret précité et à faire obstacle à la création de regroupements de plus de 10 personnes ; que dans ces circonstances et sous réserve du respect des modalités figurant dans ces propositions, l'accès aux plages mentionnées à l'article 1^{er} ainsi que les activités nautiques et de plaisance peut être autorisé ;

Sur proposition du sous-préfet de Narbonne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

L'accès aux plages, étangs et plans d'eau figurant dans la liste ci-dessous, la baignade, la pêche de loisir, les activités sportives individuelles et les activités de plaisance sont autorisés, à titre dérogatoire, de 06 h 00 à 21 h 00, sous réserve de la mise en place des mesures précisées à l'article 7 :

Commune de Bages :

Etang de Bages-Sigean

Commune de Fleury d'Aude :

Plage de Saint-Pierre la mer
Plage des cabanes

Commune de Gruissan :

Plage de Mateille Nord
Plage de Mateille Sud
Plage des chalets
Plage de la vieille nouvelle
Etang de l'Ayrolle
Etang de Mateille
Etang des Ayguades
Plan d'eau de la rue du Fortin

Commune de La Palme :

Plage du Rouet

Commune de Leucate :

Plage des Coussoules
Plage de Leucate-Plage
Plage du Mouret
Plage de la zone naturiste
Plage de Port-Leucate
Etang de Salses Leucate

Commune de Narbonne :

Plage de Narbonne Plage

Commune de Port la Nouvelle :

Plage de la vieille nouvelle
Plage du front de mer
Plage des Montilles

ARTICLE 2 :

L'accès aux plages, étangs et plans d'eau mentionnés à l'article 1^{er} est limité aux activités de loisir et sportives individuelles (promenade, baignade, pêche de loisir) ; à l'exclusion des bains de soleil et de la pratique du jet-ski.

ARTICLE 3 :

Les pique-niques, barbecues, ainsi que la consommation d'alcool sont interdits sur les plages, étangs et plans d'eau visés par le présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Sont également interdits sur ces mêmes plages, étangs et plans d'eau, les bains de soleil, les regroupements de plus de 5 personnes hors cellule familiale, les activités physiques collectives, et toute pratique festive, ainsi que la location de transats et matelas.

ARTICLE 5 :

La circulation et le stationnement de véhicules motorisés sont interdits sur les plages, étangs et plans d'eau mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Il appartient aux communes concernées de réduire voire fermer les parkings de grande taille situés à proximité immédiate des plages, étangs et plans d'eau.

ARTICLE 6 :

Les exploitants d'activités nautiques ne sont pas autorisés à ouvrir sauf dérogation préfectorale. Les exploitants des activités nautiques doivent faire parvenir à la préfecture leur demande de dérogation, accompagnée de l'avis du maire concerné et d'un dossier présentant les mesures de protection et de prévention du risque de contamination inter-humaine, mises en place pour assurer la sécurité de leur clientèle et de leur personnel.

ARTICLE 7 :

Les personnes souhaitant accéder aux espaces mentionnés à l'article 1^{er} ou y exercer des activités nautiques ou de plaisance doivent veiller au strict respect des gestes, des mesures d'hygiène et des mesures de distanciation sociale définies à l'article 1^{er} du décret du 11 mai 2020 susvisé ainsi qu'au respect des règles définies par les autorités compétentes. Ces règles devront être affichées de manière claire aux différents points d'accès à ces espaces.

Dans tous les cas, en application des dispositions de l'article 7 du décret du 11 mai 2020 susvisé, l'accès des personnes à la plage ne saurait conduire à la création d'un rassemblement regroupant plus de 5 personnes.

ARTICLE 8 :

Les maires des communes concernées sont tenus de veiller à garantir :

- la protection de l'environnement et de la faune sauvage ;
- le nettoyage fréquent des toilettes sur les plages et une collecte très régulière, au moins quotidienne, des déchets ;
- l'absence sur les plages, étangs et plans d'eau de tout équipement générateur d'aérosols ;
- le respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale mises en œuvre au niveau des plages, étangs et plans d'eau, dont l'ouverture est autorisée à titre dérogatoire : distance de 1 mètre minimum entre les personnes, de 5 mètres entre les groupes de 5 personnes hors cellule familiale.
- la diffusion de l'information de la population relative aux conditions de surveillance de la plage, des étangs et plans d'eau ;
- la diffusion de l'information de la population, par tout moyen approprié mis à leur disposition (site internet, réseaux sociaux, publications municipales et locales,...), par la médiation de plage et par l'affichage des mesures de sécurité aux entrées et sorties des plages, étangs et plans d'eau.

ARTICLE 9 :

La présente dérogation pourra être levée à tout moment en fonction de l'évolution de la situation sanitaire dans le département ou du non-respect par la population des mesures figurant au présent arrêté.

ARTICLE 10 :

Les maires des communes concernées prendront toute mesure et effectueront les contrôles nécessaires pour assurer le respect des mesures prévues par le présent arrêté, sans faire obstacle aux interdictions préexistantes prononcées par arrêté municipal, s'agissant notamment de la présence des animaux domestiques.

ARTICLE 11 :

Conformément à l'article L.3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^e classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5^e classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750€ d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

ARTICLE 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 13 :

Le sous-préfet de Narbonne, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Narbonne, le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude, le délégué à la mer et au littoral, le directeur du conservatoire du littoral, le chef du service de l'office français de la biodiversité, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude. Une copie du présent arrêté est adressée à la procureure de la République de Narbonne.

Carcassonne, le **15 MAI 2020**

La Préfète,

Sophie ÉLIZON

